



Où en sont nos forêts canadiennes ?

Archibald R.-C. Jones

► To cite this version:

Archibald R.-C. Jones. Où en sont nos forêts canadiennes ?. Revue forestière française, 1971, 23 (4), pp.419-430. <10.4267/2042/20509>. <hal-03395028>

HAL Id: hal-03395028

<https://hal.science/hal-03395028v1>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

OU EN SONT NOS FORÊTS CANADIENNES ?

A.-R.-C. JONES

Class. Oxford 904 (71)

UN APERÇU HISTORIQUE

L'histoire de la forêt canadienne est relativement courte comparée à celle des pays européens. Avant la création par Champlain du premier établissement au Québec au début du XVII^e siècle, la population était clairsemée, se composant de tribus d'Indiens nomades qui ne possédaient pas même d'outils en acier. Quelques incendies se déclarèrent à cette époque-là (surtout dans la Prairie où ils furent très importants) mais, dans l'ensemble, les Indiens causèrent peu de dégâts.

L'expansion économique du pays se produisit grâce au commerce des fourrures. Ce développement a été suivi d'une période d'installation pendant laquelle les forêts d'arbres feuillus du Bassin du Saint-Laurent et de la région des Grands Lacs dans l'Est furent sensiblement dévastées : c'est la seule région du Canada qui se prête facilement à l'exploitation d'essences économiquement rentables, telles que les noyers (*Carya* spp.), le noyer noir d'Amérique (*Juglans nigra* L.), le platane (*Platanus occidentalis* L.), le tulipier (*Liriodendron tulipifera* L.), l'érable noir (*Acer nigrum* Michx.f.) (voir carte : région des « arbres à feuilles caduques »). Le défrichement de ces forêts au bénéfice de l'agriculture eut lieu au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle et pendant tout le XIX^e siècle.

Les exploitations agricoles s'installèrent aux environs de Québec, ainsi qu'en aval où le climat et le sol étaient pourtant moins favorables que dans la région des lacs Érié et Ontario. Puis la nouvelle se répandit qu'il existait des sols meilleurs où le climat était moins dur, si bien que le développement des zones agricoles s'étendit aux régions de l'Ouest, couvertes alors de forêts de feuillus d'espèces variées.

Pour le pionnier du XVIII^e siècle, la forêt était inhospitalière. Elle abritait maraudeurs indiens et animaux sauvages qui pillaient le bétail. Par conséquent, son souci majeur était de faire reculer autant que possible ce domaine, afin de pouvoir utiliser le terrain ainsi regagné pour la satisfaction de ses besoins alimentaires. Cependant, la forêt fournissait le bois pour la construction des bâtiments et pour le chauffage. Les érables étaient annuellement exploités pour leur sève : ce sont les Indiens qui apprirent aux nouveaux venus à utiliser l'eau d'érable, à cette époque unique source de sucre. Aujourd'hui encore, plus de 25.000 producteurs tirent du sirop d'érable d'importants revenus.

Au début du XIX^e siècle, l'exploitation, au profit de l'Europe, du Pin blanc (*Pinus strobus* L.) pour son bois d'œuvre a vraiment commencé. On l'exploitait déjà avant la chute de l'Empire français au Canada en 1763, afin de fournir en particulier la marine française pour laquelle les ressources européennes étaient insuffisantes. On extrayait ces arbres des forêts du pays bas du Saint-Laurent et de ses affluents. Les arbres coupés étaient d'abord équarris, puis transportés en hiver au bord des rivières où étaient formés les trains de flottage. Ces trains étaient ensuite transportés par le courant de l'Ottawa et du Saint-Laurent jusqu'au Québec, centre de transbordement pour l'Europe. La première étape du trajet se faisait au début du printemps, après le dégel. Tout au long de la dernière étape, les hommes conduisaient pendant des semaines ces trains de bois jusqu'au Québec. De là, le bois était facilement chargé à bord de navires pour l'Europe. Le flottage en train du Pin blanc représente un aspect pittoresque de l'histoire forestière canadienne. Aujourd'hui encore ce procédé est couramment utilisé pour transporter le bois d'industrie jusqu'aux papeteries.

A cette époque, l'accroissement considérable de la population et par conséquent des grandes villes (au Canada et aux Etats-Unis) fut la conséquence d'une très forte augmentation de la demande en bois de résineux et en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres usages. Ce fait, accompagné d'incendies désastreux, fut la conséquence du déboisement très important des forêts de l'Est, alors principales productrices.

C'est vers cette époque que les forêts de l'Ouest commencèrent à être exploitées. Le Douglas et l'Epicéa étaient très recherchés pour la construction des établissements créés par les pionniers que l'on avait attirés vers ces terres lointaines.

Les dernières années du XIX^e et le début du XX^e siècle furent une période de grande exploitation et d'épuisement des forêts accessibles sans tenir aucun compte des besoins futurs. Cependant, on commençait à s'inquiéter de la libre utilisation des ressources forestières et ceci conduisit à la création d'importantes écoles forestières. On en construisit une à Toronto, une autre dans le Nouveau Brunswick. Au Québec, une école fut ouverte destinée à la formation d'ingénieurs forestiers et l'enseignement y était donné en français. Une autre fut enfin établie en Colombie Britannique où les problèmes forestiers sont très différents de ceux qui se posent à l'Est des Montagnes Rocheuses. Les diplômés de cette école se sont montrés inquiets à l'égard de l'avenir et, de cette époque, date le début de la gestion rationnelle des forêts.

Actuellement, toutes les forêts canadiennes sont soumises à un contrôle.

A la fin de la première guerre mondiale, le développement de la presse accrut considérablement la demande de fournitures en papier. Le choix se porta alors sur les vastes forêts résineuses du nord (épicéa, sapin et pin mélangés de bouleaux et trembles) plutôt que sur les forêts de pins et de feuillus du Sud dont l'exploitation était déjà fort poussée. Les forêts d'épicéas d'âge équienne se prêtaient d'ailleurs fort bien à l'exploitation du bois pour le papier : ainsi furent ouvertes à l'exploitation les forêts vierges du Nord. Actuellement encore, l'industrie des pâtes est très florissante et 70 % de la production sont annuellement exportés, ce qui place le Canada au premier rang dans le monde pour la production du papier-journal.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les services provinciaux mettaient sur pied des systèmes de gestion forestière efficaces ce qui nécessita l'emploi d'un personnel qualifié. Tout ceci permit le renforcement des mesures de protection de la forêt et l'amélioration des méthodes sylviculturales.

Actuellement, onze instituts ou écoles forment les techniciens forestiers. Cinq universités (une nouvelle université a récemment été créée dans l'Ontario du Nord) délivrent annuellement 25 à 75 diplômes d'ingénieurs forestiers.

Depuis la deuxième guerre mondiale, la foresterie canadienne a vraiment fait d'énormes progrès. Le gouvernement, les universités, l'industrie ont uni leurs efforts pour



Un exemple typique de l'utilisation des terres en Nouvelle-Ecosse, où plus de 50 % de la forêt est privée Photo JONES

augmenter la productivité tout en améliorant les méthodes d'exploitation et d'utilisation du bois, et pour essayer d'enrayer, par des mesures strictes, les effets grandissants de la pollution de l'environnement.

LES FORETS D'AUJOURD'HUI

La forêt canadienne couvre à peu près la moitié de la superficie du pays. Les deux tiers de cette forêt sont productifs ou commercialement exploitables. Le reste se trouve en grande partie dans les régions isolées du Nord. Suivant les régions, les forêts présentent une grande diversité et l'on passe ainsi des forêts aux gigantesques résineux de la Côte du Pacifique aux grandes forêts de petits résineux de la région du Nord et aux forêts feuillues d'érables, hêtres, chênes et bouleaux de la région Est (cette dernière ressemblant beaucoup aux forêts feuillues de France).

C'est pour cette raison que Halliday et Rowe ont divisé la forêt en huit régions distinctes, chaque région forestière ayant des caractéristiques du point de vue climat, essence, et période de croissance. Ces caractéristiques ont permis de subdiviser chaque région en sous-régions. Ainsi, la vaste région « boréale » comprend 45 sous-régions, chacune caractérisée par son sol et sa flore.

La variété des essences, des sols, du climat, a exercé une grande influence sur les modes d'exploitation forestière, et les méthodes de sylviculture ont dû être adaptées à chaque région. C'est cependant sur la forêt résineuse que se sont concentrés les efforts de recherches. A travers tout le Canada il existe plus de 140 espèces d'arbres dont seulement moins de 25 sont actuellement correctement utilisées. Les huit grandes régions forestières peuvent être ramenées à trois régions géographiques importantes : les régions de l'Est composées des zones forestières « boréales », des « Grands-Lacs » et du « Saint-Laurent », de « l'Acadie » et de la « zone à feuilles caduques (« Deciduous ») du Sud » ; la région des « Prairies » et du Nord (zone boréale) ; la région de l'Ouest comprenant cinq zones forestières (zones boréales, subalpines, montagneuses, côtières et de la Colombie) (voir carte p. 424 et 425).

LA POLITIQUE FORESTIERE

L'immensité du domaine forestier de résineux, dont le rendement à l'hectare est relativement faible (moins de 2 mètres cube à l'hectare), a amené les forestiers canadiens à porter plus particulièrement leur attention sur les modes de protection de la forêt contre les insectes, les maladies et les incendies. Ainsi, jusqu'à présent, les progrès ont été beaucoup plus rapides dans ce domaine que dans le domaine purement sylvicole. Le Canada tient le premier rang dans le monde du point de vue technologique en ce qui concerne les méthodes de lutte contre les incendies de forêt, le dépistage des insectes et les méthodes d'inventaire à grande échelle.

Vue aérienne d'une coupe rase de *Picea abies* sur la côte nord du Québec. Ce peuplement âgé de plus de 100 ans a un volume sur pied à l'hectare de 175 à 225 m³

Photo JONES





Un "tracteur auto-chargeur" articulé, transportant du bois d'industrie (*Pinus contorta*) au bord d'une route forestière carrossable en Alberta

Photo JONES

Quelques-uns des problèmes majeurs non résolus jusqu'à présent sont :

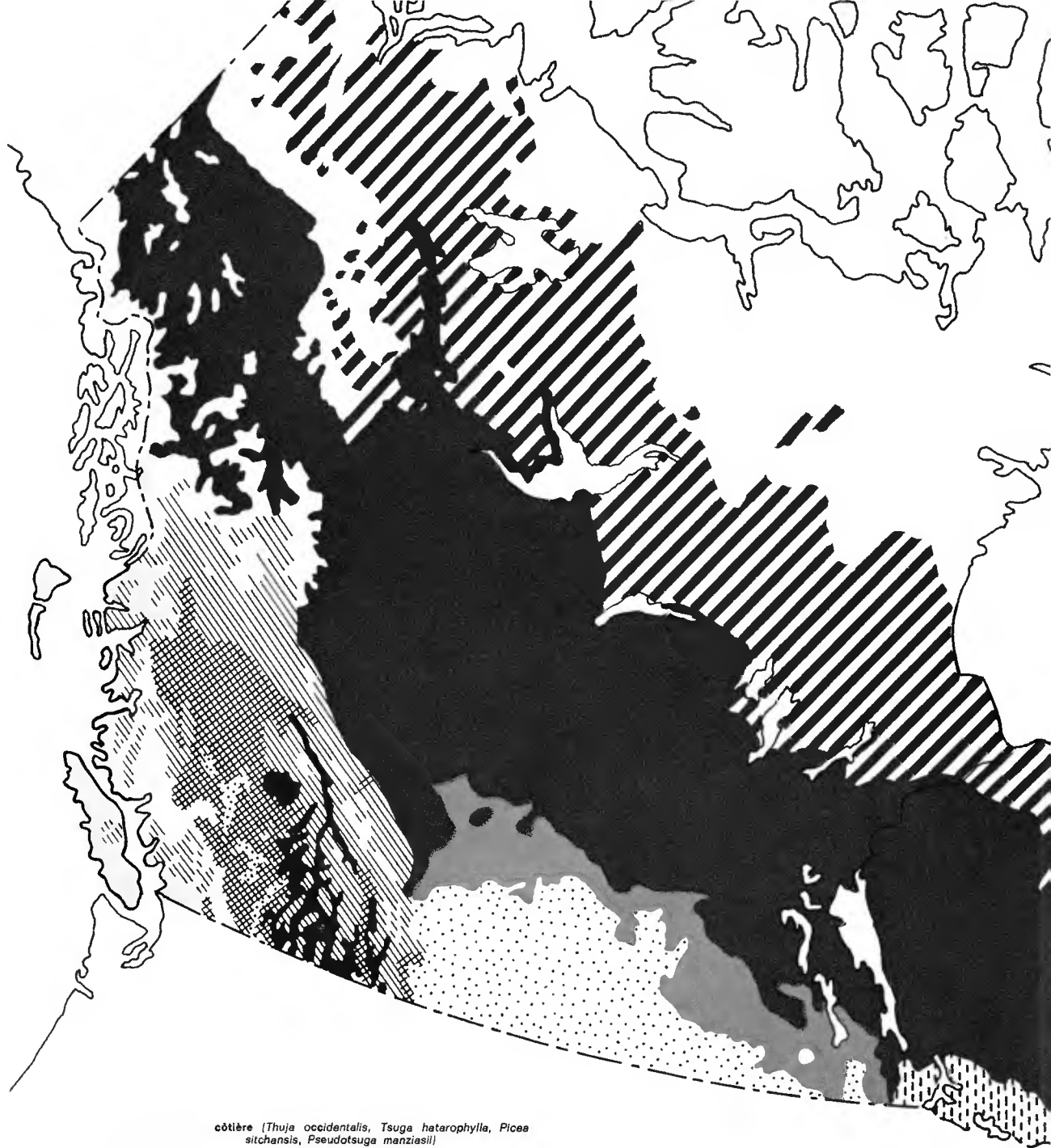
— le manque d'information sur la meilleure façon d'utilisation des essences (sauf en ce qui concerne l'épicéa et le pin). Que se passera-t-il lorsque les peuplements commercialement exploitables d'épicéa (arbre qui pousse lentement mais dont l'importance est capitale pour l'industrie du papier-journal) viendront à manquer ? ;

— l'insuffisance de l'effort apporté au reboisement des terres abandonnées ou dévastées par l'incendie ainsi que l'absence d'une politique ferme de contrôle des défrichements et ceci dans la plupart des provinces ;

— la faible proportion des crédits accordés à la recherche forestière en comparaison de la place importante des revenus fournis par la forêt dans l'économie nationale (150 millions de m³ par an). En outre, la plus grande partie de ces revenus sont dépensés dans d'autres secteurs de l'économie ;

— l'absence de coordination entre les scieries et les papeteries dans l'Est du Canada. Une forte concurrence pour l'acquisition des matériaux bruts est la cause d'un gaspillage important de bois d'œuvre, malgré les efforts des gouvernements provinciaux pour coordonner l'action de ces deux secteurs de l'industrie ;

— le peu d'intérêt porté aux forêts privées qui, malgré leur superficie relativement faible, ont une production importante : représentant 10 % de la superficie totale des forêts, elles produisent 30 à 40 % de la production totale annuelle (les lots boisés



côtière (*Thuja occidentalis*, *Tsuga hatarophylla*, *Picea sitchensis*, *Pseudotsuga manziisii*)



de Colombie (*Thuja occidentalis*, *Tsuga hatarophylla*, *Pseudotsuga manziisii*)



à feuilles caduques (*Carpinus*, *Acer*, *Juglans nigra*, *Carya*, *Quercus*)



des grands lacs et du Saint-Laurent (*Pinus resinosa*, *Pinus strobus*, *Tsuga canadensis*, *Betula alleghaniensis*, *Acer*, *Quercus*)



de l'Acadie (*Picea rubens*, *Abies balsamea*, *Acer*, *Betula alleghaniensis*)



Les grandes Prairies

LES RÉGIONS FORESTIÈRES

LES RÉGIONS FORESTIÈRES :

boréale



- à prédominance forestière (*Picea glauca*, *Picea mariana*, *Abies balsamea*, *Pinus banksiana*, *Betula papyrifera*, *Populus tremuloides*)



- forêts et landes (*Picea glauca*, *Populus tremuloides*)



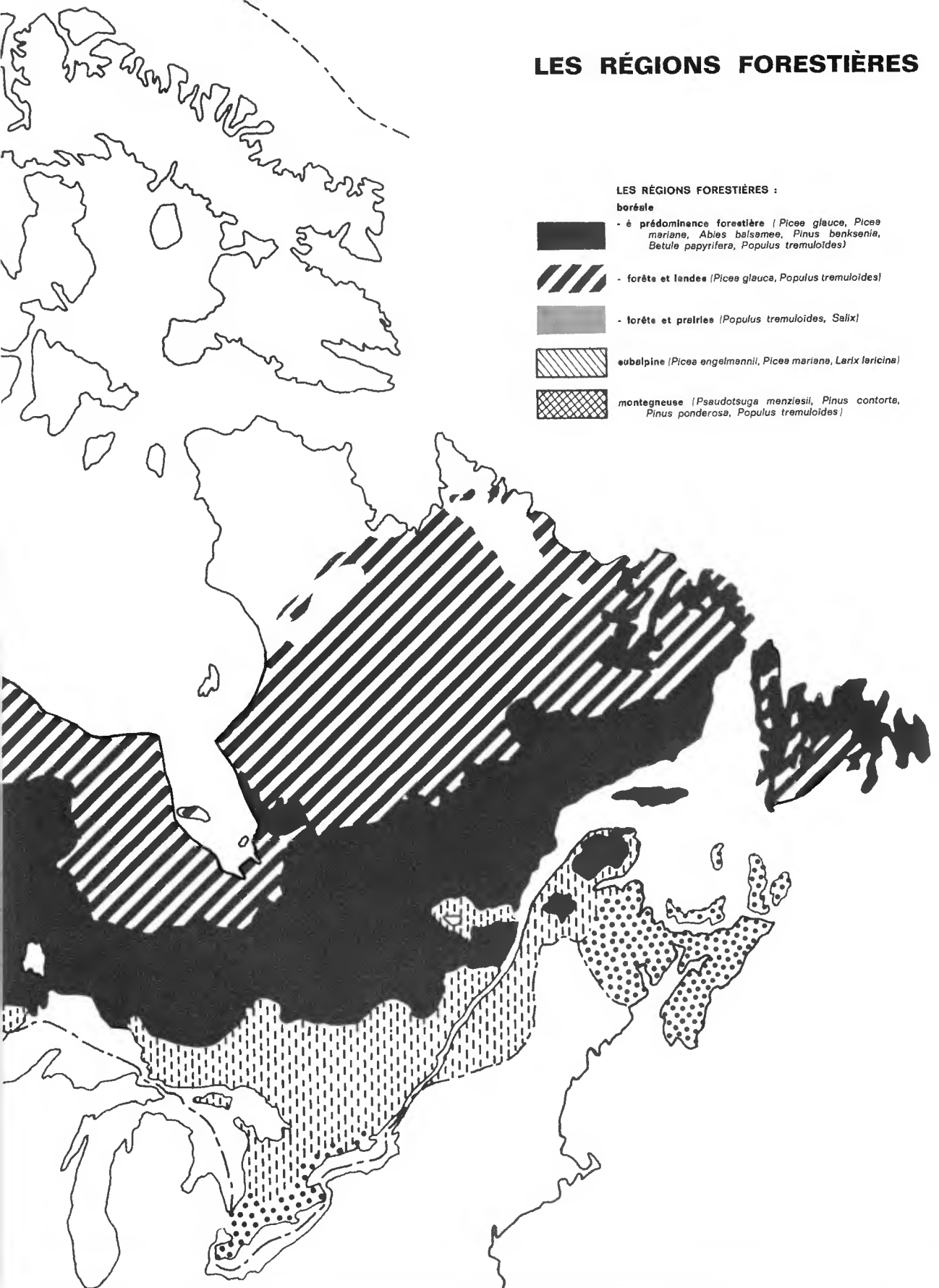
- forêts et prairies (*Populus tremuloides*, *Salix*)



subalpine (*Picea engelmannii*, *Picea mariana*, *Larix laricina*)



montagneuse (*Pseudotsuga menziesii*, *Pinus contorta*, *Pinus ponderosa*, *Populus tremuloides*)



des fermes représentent 4 % de la superficie forestière et ont produit 19 % de la production totale en 1967) ;

— l'insuffisance de l'information auprès du public : l'importance de la forêt et les bénéfices substantiels qu'elle peut apporter si elle est gérée et utilisée suivant un programme rationnel basé sur la prudence, sont des facteurs souvent mal connus ;

— le manque d'unité dans la politique forestière au niveau fédéral. Durant les 10 dernières années, le portefeuille des forêts est passé du ministère des Ressources nationales, au ministère des Forêts et du Développement rural, pour être repris finalement par le ministère des Pêches. Tous ces changements ne permettent pas une planification à long terme et détruit dans l'opinion public l'image qu'il devrait en avoir.

PROPRIETE ET SYLVICULTURE

En principe, les provinces gèrent elles-mêmes les ressources naturelles de leur territoire. En fait, elles concèdent à court terme plus des 3/4 de leurs forêts à des sociétés forestières (surtout industries de la pâte à papier). Ces sociétés s'engagent à construire les routes, à réaliser les améliorations, à exploiter le bois, à s'occuper de la gestion, à prendre les mesures nécessaires à la vie de la forêt,... tout ceci sous le contrôle d'une commission administrative. Le gouvernement, lui, recueille les droits de coupe (1) et se garde le droit de renouveler ou non les baux.

Chaque province a ses propres habitudes. Les droits de coupe, la durée du bail, les peines d'infractions varient énormément de l'une à l'autre.

L'étendue des concessions forestières peut être très variable et il n'est pas rare de voir une seule concession s'étendre sur 13.000 à 26.000 km².

Actuellement, aucune province n'arrive à concéder toute sa superficie exploitable. Le Québec, par exemple, ne concède que 50 % de ses forêts, malgré les efforts pour attirer de nouvelles sociétés grâce à un allègement du prix des concessions (surtout lors de l'établissement du premier bail) et des impôts sur le revenu.

Les essences que l'on exploite essentiellement sont l'épicéa, le sapin et le pin, alors que l'on néglige les feuillus pour lesquels peu d'études ont été faites sur les possibilités de leur utilisation.

La nécessité toujours plus grande de développer la mécanisation de l'exploitation des forêts a détourné les efforts de la recherche sur les problèmes purement sylvicoles et l'on tend actuellement à porter tout son intérêt à l'étude des effets de la mécanisation de l'exploitation sur la régénération.

Le Service fédéral des forêts dirige les travaux avec l'aide de cinq centres régionaux répartis à travers le pays. Plusieurs groupements forestiers effectuent actuellement des recherches sur un plan plus pratique, mais il reste encore beaucoup à faire. La pauvreté du sol, la rigueur du climat, la courte période de croissance de la forêt « boréale » (fournisseur principal du bois d'industrie), ne facilitent pas ces travaux. Dans les forêts boréales on utilise la méthode de la coupe rase afin d'obtenir un rendement d'exploitation maximum. Puis la régénération se fera (artificiellement ou naturellement) pendant une période de 70 à 100 ans. Et l'on recommencera une coupe.

Dans les forêts du Sud, on procède aussi bien à des coupes rases qu'à des coupes jardinatoires. On aura surtout le souci de préparer la forêt d'avenir. On attache de plus en plus d'importance aux méthodes de régénération : il faut, en effet, éviter que ne s'étendent, après la coupe, les essences inutiles laissées sur place, ce qui risquerait d'entraîner une mauvaise répartition dans la future composition des peuplements.

(1) Le droit de coupe est un droit exigé par le gouvernement sur les bois coupés sur les terres de la Couronne.



Les nombreux lacs et tourbières des forêts boréales posent d'importants problèmes pour l'exploitation. Mais ce sont des sites propices au tourisme et surtout à la faune

Photo JONES

Actuellement, un programme de gestion précis commence à être appliqué dans les forêts publiques et quelques forêts particulières.

Le gouvernement tend à contrôler les coupes réalisées par les sociétés forestières afin qu'elles ne dépassent pas leurs possibilités annuelles. Des règlements nouveaux tendent à favoriser le reboisement et la fertilisation des territoires facilement accessibles et gros producteurs.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL EN FORET

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les exploitations forestières ont eu de grandes difficultés pour recruter une main-d'œuvre stable, acceptant de travailler pendant de longues périodes en pleine forêt, loin de leurs familles et des divertissements des grandes villes. La période d'exploitation s'étendait du début du mois de septembre à la fin du mois de mai, dès que le dégel rendait les conditions de travail difficiles aux hommes et aux machines. Cette main-d'œuvre était principalement recrutée parmi les pêcheurs et les agriculteurs dont l'activité ne pouvait s'exercer pendant l'hiver canadien.

La situation a sensiblement changé depuis les années cinquante. La nouvelle génération a exigé des salaires équivalents à ceux des grandes villes. Ceci a nécessité une réévaluation des prix du bois et une nouvelle organisation des méthodes de travail. Aussi, pour maintenir leur place sur le marché mondial, les grandes entreprises forestières ont-elles dû investir de grosses sommes pour développer au maximum la mécanisation des coupes et des transports. Chaque entreprise adopte les méthodes les mieux adaptées à la topographie du sol et à la composition de ses peuplements.

Depuis 1965, plusieurs sociétés se sont rendues compte des avantages qu'il pouvait y avoir pour elles de joindre leurs efforts pour une recherche commune. Grâce à l'aide des pays nordiques, où les conditions de travail sont à peu près semblables, le degré de mécanisation atteint au Canada est actuellement très poussé.

Tout ceci a amené d'énormes changements dans l'exploitation forestière. Le travail saisonnier est pratiquement inexistant, ce qui évite à un appareillage très coûteux de rester inactif pendant plusieurs mois.

La main-d'œuvre se compose actuellement d'ouvriers spécialisés. Les camps isolés n'existent plus et la plupart des ouvriers peuvent rentrer chez eux toutes les semaines.

Tous les progrès réalisés dans la mécanisation des travaux sont encore loin d'être terminés, mais cependant le succès des méthodes canadiennes dans ce domaine est suffisamment important pour être mondialement connu.

LA FORET POLYVALENTE

Du fait de la configuration géographique du pays les forêts sont en général assez éloignées des régions agricoles et urbaines. Aussi, les Canadiens connaissent-ils assez mal ce domaine. Cependant, et de plus en plus, les forêts boréales, situées au nord des zones très habitées, attirent une population désireuse d'échapper à la vie urbaine. Aussi, des régions, auparavant presque désertes, sont périodiquement envahies par les touristes et le problème se pose d'un équilibre entre la forêt-productrice et la forêt-loisirs.

Chaque province a un système de « Parcs provinciaux », différent de celui des « Parcs nationaux » réservé aux plus belles régions du pays. La base principale du système des « Parcs provinciaux » est l'idée d'une exploitation à rentabilité maximale, ce qui a pour conséquence la coupe des peuplements, l'exploitation des mines, la construction de barrages hydro-électriques. La chasse et la pêche y sont autorisées.

Ce système est actuellement controversé car les touristes qui séjournent « dans le désert » des Parcs provinciaux voient souvent leur repos troublé par le bruit des tronçonneuses, des bull-dozers, des camions et des moteurs hors-bord. En plus, les opérations d'exploitation présentent du danger dès lors que les routes forestières sont encombrées de personnes étrangères à ces travaux. Ceci oblige souvent à la fermeture de certaines routes par mesure de sécurité, ce qui est souvent mal interprété. Le gouvernement provincial essaie de résoudre ce problème, mais, ne pouvant renoncer aux importantes sources de revenus fournies par ces forêts, la solution risque d'être longue à venir.

Enfin, la survie du gibier est menacée par cette intrusion intempestive de l'homme dans ces forêts qui sont parcourues, même durant l'hiver, grâce au développement des bruyantes autos-neige qui deviennent de plus en plus populaires.

Ainsi, se pose, aux gouvernements provinciaux, le problème d'un difficile équilibre entre les différentes vocations de la forêt.

CONCLUSION

Le Canada en est actuellement encore au début de son histoire forestière, et il est en train d'ouvrir les voies du progrès dans le développement de l'exploitation des ressources forestières. La plupart des forêts en sont encore à leur première coupe.

Cette situation s'oppose nettement à celle de la France où l'exploitation forestière remonte assez loin dans le temps.

Peu de forêts canadiennes ont été soumises à une réglementation avant le début du XX^e siècle. Et jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, on ne reboisait pratiquement pas. Jusqu'à présent parmi les dix provinces, il n'y en a que quatre qui plantent plus de un million de semis par an. Actuellement, en Ontario on replante plus de cent millions de sujets et au Québec on prévoit pour les années soixante-dix un repeuplement de plus de cinquante millions par an. Cependant, les entreprises privées entreprennent encore des coupes rases sans tenir compte de l'avenir de la forêt.

Dans la plupart des provinces, des « services consultatifs » ont été créés mais très peu de propriétaires savent en profiter. Ceci est d'autant plus dommage que les forêts privées qui pourraient bénéficier de cette aide sont celles qui promettent le plus pour l'avenir : elles poussent sur sol fertile, en climat favorable à proximité des industries consommatrices.

Actuellement, on commence à procéder dans les forêts privées, à des coupes d'amélioration avant de procéder à la coupe définitive. Mais ceci reste encore assez rare et l'on en est toujours au stade expérimental.

Enfin, la forêt vierge, qui offrait auparavant des ressources suffisantes, est en voie de disparition. Plusieurs problèmes se posent donc. Il faut augmenter la productivité de la forêt. La demande toujours croissante de bois dans le monde entier, l'augmentation des prix de bois d'œuvre importé, impliquent la nécessité d'une gestion avec objectif à long terme. Améliorer les méthodes de gestion et exploiter plus prudemment les ressources, tels sont les réponses à ces problèmes. C'est ainsi que la France a résolu les siens dans le passé.

Archibald R.-C. JONES
Associate - Professor of forestry
Macdonald College
Ste-Anne de Bellevue 800
QUEBEC (Canada)

BIBLIOGRAPHIE

- CANADA. Pêches et Forêts (Ministère). — Rapport annuel. L'année financière 1968-1969. — Ottawa, 1970.
- CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES RESSOURCES.
1. Essais sur la forêt (Forestry reader). — 1970.
 2. La Forêt : quatre relevés (Forestry : four surveys). — 1970.
(Documents préparés pour le colloque sur la forêt. Winnipeg - Manitoba. Novembre 1970.)
- ECONOMIC RESEARCH INSTITUTE. — Canada's forests. — Ottawa, Ministère des Pêches et des Forêts, 1968.
- FRANCE. Forêt (Direction). — Les Français et leur forêt. — [Paris, Direction des forêts], 1967.
- ROWE (J.S.). — Forests regions of Canada. Department of Northern Affairs and National Resources. Bulletin n° 123 (Ottawa).
- WEETMAN (G.F.). — Reforestation in Canada. Forestry chronicle, vol. 40, n° 6, 1970 (Numéro spécial).

Annexe

PRINCIPALES DONNEES STATISTIQUES (1)
(COMPARAISON CANADA - FRANCE)

	CANADA	FRANCE
Superficie totale (1.000 km ²)	9.976	551
Population (millions)	21	50
Densité (habitants/km ²)	2	91
Surface cultivée (1.000 km ²)	7,1	208
Surface forestière (1.000 km ²)	4.379	136
Forêts productrices (1.000 km ²)	2.457	80
Répartition par propriétaire (%)		
Etat	91	34
Particulier	9	66
Volume moyen/ha (m³ par ha)	49	71
Répartition des essences (%)		
Résineux :	81	33
Epicéa	36	3
Pin	13	19
Sapin	12	7
Douglas et cèdre	10	— (2)
Tsuga	9	— (2)
Divers	1	4
Feuillus :	19	67
Peuplier	11	1
Bouleau	4	— (2)
Divers	4	9
Chêne	— (2)	34
Hêtre	— (2)	15
Charme	— (2)	2
Production forestière (m³/ha/an) (3)	0,5	3
Quantité enlevée annuellement (4)	1966 %	1964 %
<i>Production utile (millions de m³)</i>		
Grumes et billes	64,3 soit 55 %	17,4 soit 60 %
Bois à pâtes	38,6 soit 32 %	5,1 soit 18 %
Bois de chauffage	4,9 soit 4 %	3,9 soit 14 %
Autres produits	2,1 soit 2 %	2,3 soit 8 %
<i>Pertes (millions de m³)</i>		
Causées par les incendies de forêts	6,4 soit 7 %	— —
Total général (5)	116,3 100 %	28,7 100 %

(1) Sources Ministère de l'Agriculture. — Les Français et leurs forêts, 1966.
Economics Research Institute. — Canada's forests, 1968.

(2) Inclus en divers.

(3) Sur la base de 8.000.000 ha (France) et 245.100.000 ha (Canada).

(4) D'après les statistiques de 1966 pour le Canada et de 1964 pour la France.

(5) Ne sont pas incluses les pertes causées par les insectes et les maladies estimées à plus d'un tiers du total général (environ 35 millions de m³).